

ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. UN ÉGYPTIEN TRANSFÉRÉ

Mosaab Ahmed Abdel Aziz Ramadan a été transféré vers la prison d'Al Wathba à Abou Dhabi (Émirats arabes unis). Cet homme a passé sept mois en détention à l'isolement dans un lieu inconnu.

Mosaab Ahmed Abdel Aziz Ramadan, ressortissant égyptien détenu au secret, a été conduit à la prison d'Al Wathba à Abou Dhabi aux alentours du 2 février 2015. Cet homme était en détention à l'isolement depuis son arrestation, le 21 octobre 2014, sans avoir un seul contact avec un avocat ou sa famille. Depuis son transfert, il a seulement pu appeler un ami à quelques reprises. Il ne semble pas avoir été inculpé d'une quelconque infraction.

Le 21 octobre dernier, Mosaab Ahmed Abdel Aziz Ramadan, dont le père était un conseiller en communication du président égyptien déchu Mohamed Morsi, a été convoqué par téléphone à se rendre dans les locaux des Services de sécurité préventive de l'émirat de Sharjah, où il vivait. Il a alors appelé sa sœur pour l'informer de la situation. Cet homme a été arrêté dès qu'il s'est présenté là-bas. Sa sœur s'est rendue sur place le lendemain et a appris qu'il était détenu par la Sûreté de l'État et avait été transféré vers les locaux de ces services à Abou Dhabi. Celui-ci l'a contactée trois jours plus tard et lui dit qu'il allait bien et qu'il serait bientôt relâché. Ses proches, qui vivent en Turquie, ont adressé plusieurs courriers aux autorités émiriennes via l'ambassade des Émirats à Istanbul afin d'obtenir plus d'information, mais ils n'ont reçu aucune réponse.

Mosaab Ahmed Abdel Aziz Ramadan a grandi dans l'émirat de Sharjah. Amnesty International croit savoir qu'il ne mène aucune activité politique et n'est affilié à aucun groupe. Il semble qu'il ait été arrêté uniquement en raison du lien entre son père et les Frères musulmans en Égypte, auquel appartient Mohamed Morsi.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités émiriennes à donner la raison de l'arrestation de Mosaab Ahmed Abdel Aziz Ramadan, et exhortez-les à l'inculper rapidement d'une infraction dûment reconnue par la loi ou à le libérer sans délai ;
- engagez-les à permettre à cet homme d'avoir des contacts réguliers avec ses proches et l'avocat de son choix ;
- priez-les de veiller à ce qu'il soit protégé de la torture et d'autres mauvais traitements, et puisse bénéficier des soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 JUIN 2015 À :

Ministre de l'Intérieur
Lt-General Sheikh Saif bin Zayed Al Nahyan
Zayed Sport City, Arab Gulf Street, near to Shaikh Zayed Mosque, POB: 398
Abu Dhabi, Émirats arabes unis
Fax : +971 2 4414938 / +971 2 4022762 / +971 2 4415780

Courriel : moi@moi.gov.ae

Twitter : @SaifBZayed

Formule d'appel : *Your Highness, / Monseigneur (Votre Altesse, dans le corps du texte),*

Vice-président et Premier ministre
Sheikh Mohammed Bin Rashid al-Maktoum
Prime Minister's Office
P.O. Box: 212000
Dubai, Émirats arabes unis
Fax : +971 4 330 4044
Courriel : info@primeminister.ae ou via <http://uaepm.ae/English/Pages/ContactUs.aspx>
Twitter : @HShkMohd
Formule d'appel : *Your Highness, / Monsieur le Premier ministre,*

Copies à :

Prince héritier d'Abou Dhabi
Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan
Crown Prince Court
King Abdullah Bin Abdulaziz
Al Saud Street, P.O. Box: 124
Abu Dhabi, Émirats arabes unis
Fax : +971 2 668 6622
Twitter : @MBZNews

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 21/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/en/documents/MDE25/0003/2015/en/>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. UN ÉGYPTIEN TRANSFÉRÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Mosaab Ahmed Abdel Aziz Ramadan est le fils d'un conseiller en communication de l'ancien président égyptien Mohamed Morsi. Sa soeur Habiba Ahmed Abdel Aziz, journaliste, est décédée en Égypte le 14 août 2013 après avoir reçu une balle dans la nuque, tirée par des agents de sécurité qui dispersaient avec violence le sit-in sur la place Rabaa Al Adaweya au Caire.

Les autorités émiriennes ont arrêté des dizaines de ressortissants étrangers au cours de ces dernières années, y compris des personnes originaires d'Égypte, de la Libye, du Yémen, du Qatar et d'Oman. Celles-ci sont souvent détenues dans des lieux tenus secrets, sans pouvoir consulter d'avocat, et les autorités refusent de reconnaître leur situation ou de donner des informations aux familles, telles que le motif juridique, le lieu et les conditions de l'incarcération, ce qui est contraire à la législation émirienne et au droit international, qui érige la disparition forcée en infraction. Nombre de personnes arrêtées et placées à l'isolement ont affirmé avoir subi des actes de torture ou d'autres mauvais traitements pendant leurs interrogatoires.

Depuis 2012, des dizaines de ressortissants égyptiens ont également été victimes de disparition forcée aux Émirats. En novembre 2013, 20 Égyptiens détenus depuis plusieurs mois dans des lieux inconnus ont été amenés devant la chambre de la Cour suprême fédérale chargée des affaires concernant la Sûreté de l'État pour répondre d'accusations, telles que la création d'une branche « internationale » des Frères musulmans, ainsi que le vol et la diffusion de documents d'État classés secrets. Dans la salle d'audience, bon nombre d'entre eux ont déclaré que des agents de la Sûreté de l'État leur avaient infligé des actes de torture et d'autres mauvais traitements pour les pousser à signer des « aveux », sur lesquels ils sont revenus devant les juges. Néanmoins, le président de la Cour n'a ordonné aucune enquête et a accepté leurs « aveux » comme éléments de preuve.

Amnesty International a évoqué plusieurs affaires de ce type dans son rapport de novembre 2014 *"There is no freedom here" – Silencing dissent in the United Arab Emirates* (<http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE25/018/2014/en>).

Nom : Mosaab Ahmed Abdel Aziz Ramadan
Homme

Action complémentaire sur l'AU 21/15, MDE 25/1635/2015, 13 mai 2015